



CONSEIL COMMUNAL
DE
SAINT-PREX
COMMISSION DES FINANCES

Saint-Prex, le 31 janvier 2025

Au Conseil communal de Saint-Prex

Rapport de la Commission des finances sur le préavis n° 15/12.2024 – Création des statuts de l'Association intercommunale de l'Organisation régionale de protection civile (ORPC) du District de Morges

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs les Conseillers communaux,

La Commission des finances s'est réunie le 14 janvier dernier pour traiter de la question mentionnée sous rubrique.

Il est précisé, à toutes fins utiles, que la Commission s'est limitée au seul point de nature purement financière à savoir celui relatif au plafond d'endettement. Elle avait obtenu diverses informations à ce sujet de la part de l'ORPC du district de Morges lors de la procédure consultative initiée en 2023 à la demande de la Municipalité.

La Commission était composée de :

Mesdames Sylvie Fuchs et Maud Favre ainsi que de Messieurs Fabrice Dessaux, Henri Haller, Sylvain Rodriguez ainsi que l'auteur de ces lignes. Denis Oggiano était excusé.

La position de la Commission des finances peut se résumer comme suit :

Introduction d'un plafond d'endettement – « demande » de l'ORPC

En substance, l'ORPC du district de Morges demande qu'un plafond d'endettement de CHF 1 million lui soit octroyé au motif que *« ce montant représente le minimum que les associations intercommunales ont l'habitude de mentionner dans leurs statuts pour autant qu'aucun gros investissement ne soit prévu à court ou moyen terme »*.

L'ORPC a également confirmé que ce montant était destiné à des entretiens lourds de bâtiments et non de couverture de frais de fonctionnement dont l'OPRC explique que ceux-ci sont assurés par les communes. L'OPRC relève enfin que *« tout engagement en matière d'investissement devra faire l'objet d'un préavis au conseil intercommunal au préalable. »*

Enfin, l'ORPC nous a confirmé que la part de St-Prex à ce montant serait de 6,73% soit 67'300.- Cette part est calculée par rapport au nombre d'habitants et peut donc varier en fonction de

l'évolution démographique. Ce montant entrerait donc dans les engagements de cautionnement de la Commune.

Selon la Loi sur les Communes (art. 115/13 LC), le montant du plafond d'endettement doit être inscrit dans les statuts de l'association intercommunale.

Position de la Commission des finances

Selon nos informations l'association peut facturer les Communes régulièrement sur la base du budget établi annuellement par le Comité et approuvé par le Conseil intercommunal. Des avances de fonds de roulement et des acomptes trimestriels pourraient être ainsi mis en place de sorte à pallier d'éventuels manques ponctuels de liquidités.

Comme les budgets annuels sont approuvés par les représentants communaux pour l'année à venir et comme les investissements extraordinaires éventuels peuvent être soumis aux différents Conseils communaux, la Commission juge que les plafonds d'endettement doivent être limités au strict nécessaire afin de permettre à chaque Commune de se déterminer sur les investissements importants plutôt que de déléguer cette compétence à l'association intercommunale, au risque de se trouver devant le fait accompli. En effet, une fois le plafond octroyé, cette manière de faire présente l'inconvénient majeur de permettre à l'association intercommunale de décider par la suite d'investissements plus ou moins importants sans passer par les différents Conseils communaux, tant que le plafond d'endettement n'est pas atteint. Pour illustrer cet avis de la Commission, on peut prendre l'exemple suivant :

L'ORPC procède à un investissement de 1 million. En admettant que l'emprunt soit amorti sur 10 ans, l'endettement lié à cet investissement diminuera de CHF 100'000/an, permettant à l'ORPC, toutes choses égales par ailleurs, après 5 ans, de procéder à des investissements supplémentaires de plus de 500'000 sans passer par les Conseils communaux.

Ainsi, l'incidence de l'inscription du plafond d'endettement peut, avec le temps, porter sur des investissements de plusieurs millions.

Dans le cas d'espèce, selon l'article 31 des Statuts de l'association, les ouvrages sont propriété des communes qui les mettent gratuitement à disposition de l'association. Cette dernière n'investit a priori donc pas dans ceux-ci et il est permis de se demander quelle(s) acquisition(s) d'objet(s) mobilier(s) nécessite(nt) la fixation d'un plafond d'endettement d'1 million.

Certes, l'organe délibérant de l'Association pourrait réduire le plafond d'endettement sur la période de législature mais cette compétence resterait donc à l'Association et ne reviendrait pas aux Communes.

Au vu toutefois de la quote-part de 6,73% mise à la charge de la Commune de St-Prex, la Commission n'entend pas « couper les cheveux en quatre ». Contrairement au cas du SIS Morget qui portait sur des montants bien plus importants, elle propose donc d'approuver ce préavis.

Afin d'assurer une bonne gouvernance et d'appuyer les délégués de la Commune auprès de l'ORPC, la Commission juge nécessaire que les investissements importants qu'envisagerait l'ORPC soient discutés en amont avec la Commission, ce qui permettrait aux délégués

communaux de s'appuyer sur l'avis, toujours consultatif, de la Commission (voire le cas échéant du Conseil) dans le cadre du processus d'approbation de l'association intercommunale.

Encore une fois, l'objectif est d'éviter que des décisions d'investissement importantes qui passeraient en principe par le Conseil communal, lui échappent totalement en raison du fait que la décision est prise au niveau intercommunal.

La Commission est d'avis que le mandat de représentation des délégués auprès des associations intercommunales n'est pas un mandat discrétionnaire et que dès lors, une interaction entre les instances compétentes au niveau communal et les délégués est indispensable pour assurer une bonne gouvernance, d'une part, et limiter les risques de responsabilité des délégués dans le cadre de l'exercice de leur mandat, d'autre part.

Ceci étant précisé, la Commission des finances, à l'unanimité, vous invite dès lors, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Conseillers, à bien vouloir prendre les décisions suivantes:

LE CONSEIL COMMUNAL DE SAINT-PREX

- Vu le préavis municipal n°15/12.2024
- Entendu les rapports des commissions chargées de l'étudier
- Considérant que cet objet a été régulièrement porté à l'ordre du jour

DECIDE

1. D'accepter la création des statuts de l'ORPC du District de Morges (version du 19 septembre 2024)

Pour la Commission des Finances :



Nicolas Cottier, Pdt